

## NOUVEAU STATUT DE L'ENSEIGNANT

## Les PCEF interpellent le ministre de l'Education

**Il était une fois deux amies, toutes deux licenciées en tamazight. Ayant magistralement soutenu leurs mémoires de fin d'études, elles obtinrent brillamment leur licence après 4 ans de dur labeur.**

Les deux fraîches émoules allèrent, problème de service national exigé pour les garçons étant évacué, rapidement s'inscrire pour les concours de recrutement des professeurs d'enseignement. Il faut dire que les directives du ministre de l'Education quant à l'obligation d'avoir une licence en tamazight pour pouvoir enseigner cette langue, contrairement à ce qui se faisait jusqu'alors — on était en septembre 2004 et jusque-là, une simple attestation de Tanaga (sorte de diplôme attestant que l'individu a suivi une formation auprès d'une association culturelle amazigh travaillant sous l'égide du HCA) suffisait — les a toutes les deux galvanisées et même stimulées en optant pour cette licence pas très en vogue il faut le dire.

Ainsi donc, en ce début de l'année scolaire 2004/2005, au niveau de la wilaya de Bouira, d'où les deux licenciées sont originaires, les concours de recrutement étaient ouverts tant pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> paliers comme PCEF, qu'au niveau des lycées comme PES.

Ayant le choix quant à l'examen qu'elles voulaient passer, l'une des deux amies opta pour le lycée

avec ses 18 heures d'enseignement hebdomadaire alors que l'autre opta pour le CEM pensant en son for intérieur, même avec 22 heures d'enseignement hebdomadaire, être plus utile en donnant le meilleur d'elle-même pour les élèves de ce niveau inférieur afin que, une fois au lycée, ils auront déjà aimé cette langue.

Les deux candidates furent reçues et elles commencèrent à travailler sereinement chacune dans son palier avec cette énergie propre à tout jeune entrant pour la première fois dans le monde du travail. Jusque-là, aucun problème n'était à signaler puisque les deux licenciées sont rémunérées presque identiquement avec une légère différence pour l'enseignante du lycée mais c'était sans grande importance.

La jeune fille qui avait opté pour le CEM comme PCEF aimait son métier et elle était d'autant plus heureuse que les élèves qui étaient en contact avec elle ont tous commencé sinon à exceller dans cette langue du moins à l'aimer et à s'y intéresser. C'était son meilleur cadeau, cet amour que vouent les collégiens pour la langue tamazight qu'elle enseignait.

Puis les années passèrent et les deux amies qui étaient toujours en contact ont été titularisées. Puis, vint le fameux nouveau statut particulier que tous les enseignants d'Algérie réclamaient mais qui, après la divulgation de son avant-projet, est rejeté presque par tous.

Et la jeune fille PCEF, cette enseignante certifiée, licenciée en tamazight, ayant les compétences et les aptitudes pour enseigner dans un lycée avec moins d'heures, cette enseignante et des milliers d'autres diplômés des universités algériennes, qui ont eu le malheur d'opter pour les paliers inférieurs d'enseignement, ont été choqués par ces nouveaux textes. Leurs niveaux d'études, leurs diplômes universitaires et leurs aptitudes scientifiques et intellectuelles ont été mis au placard par les concepteurs des nouveaux statuts de l'enseignant en les logeant à la même enseigne que leurs collègues du CEM ou du primaire qui n'ont jamais fréquenté les bancs des universités (avec tout le respect qu'ils leur doivent), en les classant à la même catégorie et avec un même salaire. Seul tort pour l'enseignante de tamazight et ses consorts : celui de croire que dans l'Algérie de 2008, l'on cesserait enfin de faire dans la discrimination et que l'on encouragerait plutôt la compétence afin d'éle-

ver le niveau de l'enseignant.

Des milliers de licenciés et d'ingénieurs qui ont eu le malheur (aujourd'hui en est devenu un) d'enseigner dans le moyen et même dans le primaire, qui ont pensé que les directives du ministre de l'Education quant à la nécessité d'élever le niveau de l'enseignement avec eux, universitaires qu'ils sont, se feraient avec des égards de la part de la tutelle en les rémunérant selon leurs compétences et leur diplôme et non selon leur postes comme cela s'est avéré être le cas dans le nouveau statut de l'enseignant, ont été déçus.

Le fait que ces enseignants qui ont fréquenté les bancs des universités algériennes et qui ont obtenu brillamment des diplômes aient opté pour l'enseignement dans les niveaux inférieurs non par incompétence ou inaptitude à enseigner dans les lycées comme PES mais par amour pour ce métier d'enseigner et aussi, disons-le franchement, par commodité puisque les écoles primaires et les CEM sont plus nombreux et plus disponibles dans les coins les plus reculés et conviennent parfaitement aux filles diplômées qui ont pu exercer ce métier près de chez elle.

Des enseignants universitaires qui étaient jusque-là classés à la 14/5, c'est-à-dire selon leurs diplômes

universitaires, et c'est tout à fait logique, se voient du jour au lendemain rétrograder à la 11/5 et la 10/5, classés comme tous les enseignants du CEM ou du primaire, au même titre que ceux qui n'ont jamais fréquenté les bancs de l'université.

L'enseignante de tamazight et des milliers de diplômés universitaires qui ont le malheur d'opter pour le collège et le primaire sont ainsi récompensés dans l'Algérie de «l'honneur et la dignité».

Des milliers d'enseignants interpellent le ministre (une pétition circule dans ce sens dans plusieurs wilayas) pour stopper cette dérive et revoir leur classification dans la même catégorie que les enseignants des lycées déten-

teurs du même diplôme, celui de la licence ou de l'ingénieur. Le plus urgent possible.

Sinon, le réflexe chez ces dizaines de milliers d'enseignants universitaires est presque le même : postuler pour un poste au lycée dès que l'occasion se présenterait et à la moindre brèche, participer au concours de magistrature pour la poursuite des études afin d'échapper aux lois, nous n'osons dire si elles relèvent de cette mentalité tordue ou d'une simple méprise des textes de Benbouzid.

En attendant tant pis pour la concentration de l'enseignement sur son travail, les concepteurs des nouveaux textes n'en avaient pas voulu ainsi ?

Y. Y.

Communiqué de l'Union  
des associations des parents  
d'élèves de la wilaya d'Alger

L'Union des associations des parents d'élèves de la wilaya d'Alger organise le 20 mars 2008, à la salle de conférences de la Bibliothèque nationale d'El-Hamma, Alger, sa 5<sup>e</sup> assemblée générale électorale. Conformément à l'article 25 des statuts de l'Union, le président invite les membres fondateurs du conseil, les délégués de daïra et des sections communales à confirmer leur participation avant le 18 mars 2008, en prenant contact avec la permanence ouverte tous les jours de 9 heures à 17 heures, au siège de la maison des jeunes Hassan El Hassani de Bouzaréah, tél. : 021 94 17 51 - 053 23 59 80.

Communiqué du Syndicat  
national des journalistes (SNJ)

Le bureau exécutif national du Syndicat national des journalistes a repris ses travaux jeudi 13 mars 2008 à la maison de la presse Tahar-Djaout, à Alger.

Trois questions étaient à l'ordre du jour de cette réunion : le statut des journalistes, la préparation de la Journée mondiale de la liberté de la presse et la situation organique. Les membres du bureau ont, par ailleurs, passé en revue la situation du syndicat.

Proposition du Syndicat à l'origine, l'avant-projet portant statut des journalistes, élaboré par une commission mixte entre le SNJ et le ministère de la Communication, avec l'apport du ministère du Travail et des spécialistes en la matière, est fin prêt. Le syndicat s'en félicite et espère que cet avant-projet, actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement, soit soumis à l'approbation du gouvernement dans les meilleurs délais.

Rendez-vous annuel si cher à la corporation, la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Syndicat prévoit de la célébrer cette année à partir d'Oran avec simultanément des activités à travers de nombreuses wilayas du pays.

La situation socioprofessionnelle des journalistes ainsi que la dépénalisation du délit de presse seront les thèmes centraux de cette célébration. Le Syndicat constate, d'ailleurs avec stupeur et inquiétude, le retour brutal du harcèlement judiciaire à l'encontre des journalistes. Les affaires du directeur et du chroniqueur du quotidien *El Watan* et les correspondants respectifs des quotidiens *Echourouk* à Jijel et d'*Ennahar* à Annaba sont autant d'exemples qui accentuent cette inquiétude.

Le Syndicat, qui condamne vigoureusement cette campagne de harcèlement, exprime son entière solidarité avec les confrères susmentionnés et les assure de son indéfectible soutien et appelle les autorités à mettre immédiatement un terme à ces procédés d'un autre âge.

P/ Le Syndicat national  
des journalistes,  
le bureau exécutif national

## LYCÉE IBNOU-NASS D'ALGER

Rassemblement des professeurs,  
des élèves et des parents d'élèves

**Les professeurs du lycée Ibnou-Nass, le personnel administratif, les employés, les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes se sont rassemblés hier devant la Maison de la presse Tahar-Djaout.**

**Nabil M. - Alger (Le Soir)** - Le motif est une action de solidarité avec le proviseur du lycée démis de ses fonctions.

Selon les personnes rassemblées, l'affaire remonte à la publication par un quotidien national d'une information selon laquelle les élèves d'une classe ne suivent plus les cours de maths en raison de l'absence d'un professeur. Le professeur en question, qui était en congé

de maladie à la suite d'un accident du travail, a déposé des certificats médicaux. La direction du lycée a introduit une demande pour l'envoi d'un enseignant suppléant.

Mais devant le silence de la tutelle, les cours de maths ont été répartis sur le reste des professeurs du lycée. Il a également été expliqué qu'après la publication de l'article en question, le ministre de l'Education s'est déplacé en

personne au lycée. Ne trouvant pas le proviseur, Benbouzid est allé s'entretenir avec les élèves de cette classe. Les professeurs racontent que le ministre a été mal informé par le plus turbulent des élèves de la classe. Le ministre aurait alors déclaré que le proviseur est suspendu de ses fonctions. Les professeurs, n'étant pas d'accord avec la décision du ministre, ont alors décidé d'entamer un arrêt de travail, sachant que le lycée en question a été le seul à n'avoir pas suivi le dernier mouvement de grève. Le SG du ministère de l'Education s'est alors déplacé au lycée Ibnou-Nass afin d'expliquer que la décision du ministre était juste verbale et prononcée dans un moment de colère. Les cours ont alors repris mais il se trouve que la décision de suspension a été notifiée par écrit le jour

suivant. Le mouvement de protestation a été repris.

Les personnes qui se sont rassemblées devant la Maison de la presse ont affirmé qu'elles n'ont pas toujours été d'accord avec le proviseur. Il n'en demeure qu'il s'agit d'une situation de hoga.

Des parents d'élèves présents au rassemblement et des élèves également ont reconnu que ce proviseur a beaucoup fait pour le lycée en question. Grâce à lui, le taux de réussite au bac est passé de 14 à 47 %. Les personnes rassemblées demandent que la décision de suspension soit révisée pendant les vacances de printemps.

Autrement, ils reconduiraient le mouvement de protestation à la rentrée des classes, soulignant qu'il ne reste que 2 mois pour la tenue des examens du baccalauréat.

N. M.

## CONDOLÉANCES

Profondément attristé par le décès de la mère de **M. Hamouda Hamid**, M. Tayeb Bouzebda présente à ce dernier ainsi qu'à toute la famille **Hamouda** et alliés, ses sincères condoléances et les prie de trouver ici l'expression de sa cordiale sympathie.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.